

voyage, dans chaque cas il devait l'invoquer dans un pays qui, bien que fortement anti-communiste, n'en avait pas moins reconnu ce régime. Par conséquent, j'ai l'impression que nous ne réglons guère nos problèmes en invoquant cet argument. Je ne suis pas sûr si le ministre voulait parler du Royaume-Uni, mais il a dit que certains pays qui avaient reconnu la Chine communiste n'avaient pas été très bien traités par le gouvernement communiste chinois après avoir reconnu ce dernier. Sans doute songeait-il au Royaume-Uni, et c'est tout à fait vrai. Cet état de choses doit influencer sur l'initiative que le gouvernement devra prendre ou non.

La reconnaissance diplomatique du gouvernement communiste chinois serait inutile,—je dirais même, pire qu'inutile,—si elle n'était pas suivie d'une attitude favorable à l'admission des communistes chinois au siège de la Chine aux Nations Unies. L'une des raisons pour lesquelles le gouvernement du Royaume-Uni, à mon avis, n'a rien gagné, c'est qu'il a reconnu le gouvernement communiste à Pékin, par la voie diplomatique, et qu'ensuite il s'est opposé à ce que le gouvernement communiste de Chine occupe le siège de la Chine aux Nations Unies et a même voté en faveur d'un moratoire relatif à cette discussion. Naturellement, ce geste n'a pas été bien vu à Pékin, et le Royaume-Uni n'a pu en tirer aucun avantage, si tant est qu'il ait pu tirer quelque avantage de la reconnaissance diplomatique.

Le ministre a ensuite abordé la question du commerce. Il a dit qu'il ne faut pas trop s'attendre à ce que la reconnaissance diplomatique entraîne une augmentation des échanges commerciaux. Naturellement, je suis d'accord sur ce point. Il y a eu beaucoup de paroles en l'air au sujet des effets de la reconnaissance sur les échanges commerciaux. La reconnaissance favoriserait le commerce dans une certaine mesure, mais ce serait une erreur que de trop miser là-dessus. Tout de même, nous aurons de plus en plus de difficultés à intensifier le commerce avec un pays que nous ne reconnaissons pas, surtout quand on songe que le premier ministre a dit un jour,—et il n'a jamais retiré cette déclaration,—qu'il ne peut être question de reconnaissance avant que ce régime ait expié ses fautes.

Mais alors, que devons-nous faire? Le ministre et le gouvernement étudient sans doute la question. Peut-être nous pardonnera-t-il de n'être pas trop certains de la nature de cette étude, en raison de certaines déclarations contradictoires faites l'automne dernier par divers membres du gouvernement.

Selon moi, nous devrions faire quatre choses. Nous devrions envoyer non pas un délégué

commercial de Hong-Kong à Pékin,—tout utile sans doute que pareille visite puisse être,—mais une mission commerciale; je veux dire une mission commerciale de l'État. Deuxièmement, si le gouvernement ne l'a pas encore fait, j'estime que nous devrions établir très nettement notre attitude à l'égard de Formose, c'est-à-dire, que la population de Formose, qu'il y ait reconnaissance ou non du gouvernement de Pékin, ne devrait pas être assujétie à ce gouvernement sans qu'elle ait la chance d'exprimer ses vues là-dessus. Par cela, je ne veux pas dire,—et je ne voudrais pas qu'on me fasse dire,—que nous reconnaissons ce qu'on appelle maintenant la doctrine des deux Chines, doctrine qui ne sera jamais acceptée à Pékin, non plus qu'à Formose. Mais nous ne reconnaissons pas non plus la doctrine d'une Chine unique, si cela veut dire le transfert, contre leur gré, de neuf millions de Formosans au régime communiste de Pékin.

Voici la troisième chose que je voudrais qu'on fasse. Toute influence que nous pourrions exercer sur les plus intéressés,—et par cela, je veux dire les États-Unis,—devrait être mise en œuvre pour persuader les États-Unis à persuader à leur tour le gouvernement de Formose d'évacuer les positions qu'il occupe sur les îles de Quémoy et de Matsou. Si, comme l'a affirmé officiellement Tchang Kai-shek,—et le ministre l'a répété cet après-midi,—ce gouvernement n'a pas l'intention de recourir à la force pour retourner sur le territoire continental, de quel avantage possible sont ces îles, si ce n'est le seul maintien de la "face", qui est le mot chinois correspondant à notre mot "prestige".

Si la situation s'apaise en ce qui concerne ces îles, alors, il est certain qu'il sera possible de les évacuer. Selon moi, cette évacuation raffermirait la situation défensive du gouvernement de Formose. Il serait possible d'évacuer ces îles sans perdre la "face", comme nous l'ont dit les États-Unis, il y a quelques années, je crois. Aussi longtemps que ces îles, situées à deux ou trois milles du continent chinois, resteront fortement armées et dressées contre le continent, et aussi longtemps que le gouvernement communiste de Pékin interprétera le renforcement de ces îles et l'envoi d'une armée relativement importante de Formose, comme une menace à sa situation sur le continent, il ne me semble pas qu'il puisse y avoir beaucoup de paix dans cette région.

Ma quatrième proposition au ministre est la suivante: pourquoi notre gouvernement n'entamerait-il pas des entretiens avec quelques gouvernements amis qui n'ont pas encore reconnu la Chine communiste, dans le dessein de mettre au point une attitude et un